

33

PROJET DE RECHERCHE

DEVELOPPEMENT, REGULATION ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

TROIS EXEMPLES: BRESIL, CHILI ET VENEZUELA

CARLOS OMINAMI

---

## PROJET DE RECHERCHE

### I - OBJET DE LA RECHERCHE

Le but de la recherche est de contribuer à la compréhension du rôle des entreprises multinationales (EMN) dans le système industriel des économies dites en voie de développement. Pour y parvenir nous nous proposons d'analyser le comportement d'un ensemble choisi d'EMN dans trois pays de l'Amérique Latine : Brésil, Chili et Vénézuéla.

L'hypothèse de base de cette étude est que le rôle plus ou moins progressif des EMN au sein d'une formation donnée tient essentiellement à leur modalité précise d'articulation au sein des économies nationales et non pas à une quelconque "nature générale" de ces entreprises.

Dans cette optique, le concept de *régulation*, en tant qu'approche méthodologique capable de produire une vision intégrée des facteurs agissant sur la dynamique interne propre à chaque économie, nous semble susceptible de fournir un fil conducteur à l'étude proposée.

### II - DEMARCHE PERSONNELLE

Dans notre travail de thèse, "Croissance et Stagnation au Chili : éléments pour l'étude de la régulation dans une économie sous-développée", nous avons dégagé un certain nombre d'éléments définissant la régulation économique d'ensemble d'un pays capitaliste arriéré. L'étude de tendances longues de l'économie chilienne nous a permis, en effet, de préciser les modalités d'évolution de l'accumulation, d'ajustement entre salaires et niveau de l'emploi, de la concentration du capital et de la formation des

prix et, enfin, de l'intervention économique de l'Etat et les facteurs qui y concourent <sup>(1)</sup>.

Confrontée au développement récent de cette économie, l'analyse a pu expliquer d'une manière cohérente la nature des bouleversements profonds qui ont affecté le fonctionnement économique lors de grands tournants tels que la Grande Dépression ou celui intervenu au début des années 1970.

D'une certaine façon, cette recherche peut être considérée comme l'aboutissement d'une démarche personnelle dont on trouvera ci-dessous les phases principales.

Dans "L'inflation chilienne : 1970-1973" <sup>(2)</sup> nous nous étions proposé d'étudier le processus qui s'est achevé avec l'effondrement des équilibres économiques les plus fondamentaux de ce pays. L'approche du problème à partir de l'analyse du processus inflationniste caractérisant cette période s'est révélée féconde à plusieurs niveaux. C'est ainsi que nous avons pu dégager avec une certaine clarté, les facteurs les plus structurels qui sont à l'origine de la tendance à l'hyper-inflation observable en 1972, remettant par là en question le caractère simplificateur des interprétations monétaristes. Le laxisme caractéristique de l'autorité monétaire de l'époque est apparu dans cette optique comme la condition permissive de ce processus, mais ce laxisme étant lui-même conditionné par un ensemble de pressions qui restreignaient sévèrement la marge de manoeuvre de la politique monétaire.

Dans ce cadre — et une fois exclues les autres interprétations courantes reposant sur les pressions exogènes d'origine politique (blocus économique, financier, etc.) ou la "vitesse" excessive des transformations imposées —, notre attention s'est portée sur la dynamique déclenchée par deux processus parallèles : la "relance par la consommation populaire", et la constitution d'une "Aire de Propriété Sociale", qui sur la base des nationalisations des grandes industries était appelée à devenir le centre d'un nouveau développement.

-----  
(1) Voir "Croissance et stagnation au Chili : éléments pour une étude de la régulation dans une économie sous-développée", Nanterre, 1980, notamment le chapitre de conclusions.

(2) Mémoire pour le Diplôme de Troisième Cycle à l'Institut d'Etude du Développement Economique et Social, Université de Paris I.

L'étroite corrélation entre les profonds déséquilibres que connut cette période et les politiques mentionnées ci-dessus, a permis de montrer comment cet ensemble de mesures s'est articulé sur un cadre économique global qui les assimilait beaucoup plus à des dysfonctions qu'à des embryons d'une nouvelle économie.

Le processus de nationalisation des grands oligopoles constituait la base matérielle à partir de laquelle on aurait pu vraisemblablement réorienter le procès productif ; mais il s'est avéré que par lui-même il était loin de pouvoir s'attaquer efficacement à la logique à la concentration-exclusion propre à l'économie chilienne.

En termes plus théoriques, de même que l'existence d'une structure monopolistique de l'économie n'est pas une condition suffisante pour qu'apparaisse une régulation globale de type monopoliste, la constitution d'une "Aire de Propriété Sociale" ne saurait par elle-même mettre en oeuvre une nouvelle forme de régulation sociale de l'économie.

De la même façon, l'accroissement de la consommation et les modifications de sa structure n'ont pas agi durablement comme stimulant à l'expansion de l'activité productive. Au contraire, cette demande accrue s'est ajustée à l'offre à travers une inflation galopante brisant les circuits traditionnels de distribution et faisant apparaître un vaste marché noir.

A ce stade de l'analyse, il fut évident qu'il fallait rechercher dans des éléments plus fondamentaux, tels que la nature du développement du procès d'accumulation, la base d'une explication satisfaisante.

Normalement, la réponse aurait dû se trouver dans les théories du développement implicites à la politique économique pratiquée. Or, la confrontation entre les fondements théoriques et analytiques de la politique définie et les mesures effectivement mises en oeuvre n'a pas révélé d'incohérences logiques majeures.

En effet, la politique pratiquée est apparue fondamentalement conforme à la théorie selon laquelle le sous-développement est essentiellement déterminé par le contrôle étranger des centres vitaux de l'économie nationale, l'extrême monopolisation des activités stratégiques et l'exclusion de la consommation de larges fractions de la population.

La nationalisation des mines de cuivre et des principales industries contrôlées par les capitaux étrangers et nationaux et la transformation de la modalité de distribution des revenus furent précisément les axes de la politique réalisée.

Dans la mesure où il existait une cohérence logique fondamentale entre la conceptualisation théorique et la politique mise en oeuvre, nous avons été conduit à expliquer l'échec de cette expérience par les insuffisances mêmes de son cadre théorique. Et pourtant, il était fondé sur un approche appelée à dépasser les limites des interprétations traditionnelles du développement du continent.

Pour cela, une étude empirique détaillée de l'évolution économique chilienne en longue période nous est apparue comme une condition préliminaire indispensable. Notre travail de thèse a cherché à répondre à cette nécessité.

La participation aux travaux du CEPREMAP dans le cadre de l'étude "Approches de l'Inflation : l'exemple français" <sup>(1)</sup> nous a permis d'accéder à la connaissance, puis la mise en oeuvre, d'une approche méthodologique capable d'orienter une analyse d'ensemble du procès d'accumulation dans une formation sociale déterminée.

Articulée autour de la notion de régulation, cette étude a permis d'établir sans équivoque la nature structurelle des processus inflationnistes, en associant leurs diverses formes à des modalités spécifiques de régulation telles qu'elles se sont succédées au cours de l'évolution historique du capitalisme français : "à l'ancienne", concurrentielle et monopoliste <sup>(2)</sup>

---

(1) Projet CORDES, "Approches de l'Inflation : l'exemple français", J.P.BENSY, R.BOYER, R.M.GELPI, A.LIPIETZ, J.MISTRAL et C.OMINAMI.

(2) Voir résumé de cette recherche.

En même temps que nous nous dotions d'un outil théorique et méthodologique et que nous nous familiarisions avec l'utilisation de techniques de recherche empirique et de vérification économétrique, notre participation à cette recherche nous a permis d'approfondir des aspects analytiques utiles pour nos propres travaux sur l'Amérique Latine. Notre participation spécifique, par exemple, dans la rédaction de la partie correspondant à la régulation concurrentielle et les crises dans le dernier quart du siècle passé <sup>(1)</sup> nous a apporté une connaissance concrète d'un procès de développement, qui permet d'évaluer avec précision le rôle des crises pour l'économie française, rôle qui s'avère différent de celui que celles-ci jouent dans des pays comme le Chili.

Un aspect méthodologique souligné avec force dans "Approches de l'Inflation..." a été celui de l'autonomie relative des diverses formations sociales. Les éléments de comparaison entre la France, l'Angleterre, la R.F ou l'Italie ont largement confirmé cette approche méthodologique.

Dans cette perspective, il apparaît tout à fait nécessaire d'expliquer les formes spécifiques que prennent à l'intérieur de chaque formation sociale les lois générales du développement du capitalisme puis, dans un second temps, de réintroduire le processus par lequel la dynamique propre à chaque formation nationale rétroagit sur le mouvement d'ensemble (au niveau mondial) et modifie à son tour les caractéristiques de chaque nation.

Un nouveau projet de recherche "Croissance, inflation et crises dans les économies capitalistes contemporaines" <sup>(2)</sup>, actuellement en cours, se propose d'étendre le champ d'analyse défini dans "Approches de l'Inflation" à l'étude de la croissance et des crises afin de montrer comment ces dernières prennent une dimension spécifique dans la régulation monopoliste.

---

(1) "Inflation et déflation dans la régulation concurrentielle : les crises des années 1870-1895", chapitre 1, tome IV.

(2) Projet CEPREMAP-CORDES.

Le traitement des aspects internationaux de la régulation occupe dans cette recherche une place significative. Il s'agit, pour l'essentiel, de prolonger la problématique élaborée antérieurement pour une formation donnée à l'étude des interactions sur le marché mondial des diverses économies capitalistes.

A ce sujet, l'hypothèse formulée est la suivante : par opposition au caractère à la fois national et mondial de la régulation concurrentielle, la régulation monopoliste est pour l'essentiel spécifiquement nationale. La détermination nationale des salaires ou de la gestion de la monnaie constituent en ce sens autant de manifestations de l'inexistence d'une régulation unifiée au niveau mondial, dès lors que s'imposent au sein de chaque nation des formes différentes de cette même régulation monopoliste. Les discussions autour de ce nouveau projet nous ont donné l'occasion de reprendre notre travail sur le Chili au point où l'avait laissé "L'Inflation chilienne...".

Malgré les différences considérables qui existent entre le Chili et la France, la méthodologie définie dans "Approches de l'Inflation..." et approfondie dans "Croissance, Inflation et crises..." offre un instrument utile à l'étude d'une formation sous-développée. Telle est la démarche à l'oeuvre dans "Croissance et stagnation au Chili..." ; comme il a été déjà signalé, cette recherche nous a permis de mettre en évidence un certain nombre de particularités du processus économique chilien, souvent négligées dans les travaux existants.

Par ailleurs, dans deux articles récents, nous avons pu constater l'existence d'un certain nombre de facteurs qui renforcent la nécessité d'une étude empirique sur l'impact des EMN dans les économies sous-développées. En effet, la thèse d'une *impasse théorique* avancée dans "Aperçu critique des théories du développement en Amérique Latine" <sup>(1)</sup> fait justement intervenir de façon décisive le caractère unilatéral des interprétations concernant le rôle du capital étranger. De même, dans "Un nouveau type de financement externe pour une nouvelle modalité de croissance" <sup>(2)</sup>, il a été question de mettre en évidence les ambiguïtés associées aux flux de capitaux en provenance des économies avancées.

---

(1) Revue Tiers Monde, Tome XX, N° 80, Octobre-Décembre 1979.

(2) Problèmes d'Amérique Latine, La Documentation Française, à paraître en Septembre 1980.

### III - JUSTIFICATION DU PROJET ET HYPOTHESE DE TRAVAIL

La littérature consacrée aux EMN est à la fois des plus volumineuses et des plus contradictoires. Et il ne s'agit pas de vues divergentes sur des nuances d'intérêt secondaire au sein d'un cadre général faisant le consensus entre les économistes. Bien au contraire, les analyses sur la matière aboutissent à des conclusions souvent parfaitement antagonistes à propos de questions essentielles.

Ainsi, concernant la question de savoir si les EMN jouent un rôle progressif dans les économies sous-développées on trouvera aussi aisément des économistes qui répondront par l'affirmative que d'autres pour leur dénier toute capacité d'entraîner des effets nets favorables.

Du côté des apologistes, les arguments avancés vont en général dans le sens de la possibilité des EMN d'éliminer les distorsions créées par les discontinuités des frontières nationales en augmentant par là le degré d'homogénéité du marché mondial et les avantages pouvant être tirés par tous ceux qui y participent.

Dans ce contexte, un économiste aussi réputé que H.G. JOHNSON écrit :

*"... il est bien évident qu'avec des analyses approfondies on peut construire des cas dans lesquels il y aura un argument de deuxième rang pour restreindre intérieurement l'investissement direct étranger. Or, le problème fondamental est que - de même qu'avec tous les arguments de deuxième rang - la détermination des conditions sous lesquelles une politique de deuxième rang arrive à améliorer le bien-être social requiert une recherche empirique et théorique de la part d'un économiste de premier rang" (1).*

---

(1) "The Efficiency and Welfare Implications of the International Corporation", in The International Corporation, a symposium edited by C.P. Kindleberger, The MIT Press, 1970, p. 56.



Plus nuancé dans ses affirmations, R. VERNON tient tout de même à faire part de ses réticences par rapport à la critique du rôle des EMN dans les économies du Tiers-Monde :

*"Les préoccupations économiques des pays sous-développés, toutefois, ne portent pas uniquement sur des problèmes spécifiques de dépendance, mais également sur un ensemble de problèmes que l'on retrouve d'ordinaire sous l'étiquette de "désajustements". C'est ainsi que l'on suppose, parce que ces entreprises ont été créées dans des pays développés, qu'elles se sentent plus à l'aise avec un certain type de technologie — une technologie fondée sur de vastes échelles, des capitaux bon marché et une main-d'oeuvre relativement chère. On pense que cette manière de concevoir la production porte atteinte à plus d'un titre aux économies des pays sous-développés (...) Là encore, il est difficile de savoir où se trouve la vérité" (1).*

Enfin, en reprenant à son compte la distinction introduite par Marx, entre le développement des forces productives et leur appropriation par le peuple, un auteur assez distancé des antérieurs, A. EMMANUEL, affirme

*"Dans les conditions de sous-emploi qui sont le lot commun des pays capitalistes, aussi bien du centre que de la périphérie, un capital, où qu'il s'investisse, produit la "valeur ajoutée", c'est-à-dire, en gros, la somme des salaires, des rentes, des profits et des impôts. Le profit et une partie des rentes peuvent être rapatriés ; le reste affluera à l'économie locale. Sauf cas d'espèce (...) on voit bien le manque à gagner de la métropole par rapport à la situation où le même capital serait investi dans ses murs, on ne voit pas la perte du pays d'accueil par rapport à la situation où ce capital ne serait pas venu" (2).*

---

(1) "Les Entreprises Multinationales", Calmann-Lévy, 1973, pp. 228-229.

(2) "Les Sociétés Multinationales et le Développement Inégal", Rev. int. Sc. soc. vol. XXVIII (1976), N° 4, p. 838.

Tout autre est par exemple le point de vue exprimé par un spécialiste dans le domaine tel que S. HEYMER pour qui :

*"Les sociétés multinationales sont de vraies grandes entreprises qui spéculent sur des marchés imparfaits, et le problème de leur efficacité est lié de près au problème de l'efficacité du système de décision oligopolistique, un domaine où l'économie du "Welfare" échoue souvent, surtout la théorie selon laquelle la concurrence distribue les ressources efficacement et qu'une harmonie existe entre la maximisation des profits privés et le bien-être public. En outre, les sociétés multinationales soulignent des problèmes sociaux et politiques tels que la création de besoin ("Want creation"), l'aliénation, la domination et le rapport ou opposition ("interface") entre les sociétés et les nations (y compris le problème de l'impérialisme) qu'on ne peut analyser simplement en termes "économiques" (1).*

Par ailleurs, du côté des économistes du Tiers-Monde, les positions critiques à l'égard des EMN ne sont pas nouvelles. On le sait aussi, la littérature économique latino-américaine y est pour beaucoup. Pour O. SUNKEL, un de ses représentants les plus éminents, le problème posé par la pénétration massive des EMN dans les économies sous-développées n'admet pas de doutes :

*"Le système capitaliste mondial est en train de se réorganiser en un nouveau système industriel, dont le principal agent institutionnel sont les conglomérats trans-nationaux (TRANCOS) de plus en plus soutenus par les Etats des pays développés. Il s'agit là d'une nouvelle structure de domination ayant un grand nombre de caractères en commun avec le système mercantiliste et qui centralise la planification et l'exploitation des ressources naturelles, humaines et en capital, ainsi que le développement de la science et de la technologie dans un "cerveau" constitué par les technocrates des TRANCOS et des organisations internationales d'une part, et par les administrations des pays développés, d'autre part. L'existence de cette structure tend à aggraver le sous-développement économique, social, politique et culturel du Tiers-Monde, à renforcer sa dépendance de l'étranger et à exacerber le procès de désintégration interne" (2).*

---

(1) "L'Efficacité (Contradictions) des Sociétés Multinationales", American Economic Association Paper, 1971.

(2) "Intégration Capitaliste Transnationale et Désintégration Nationale en Amérique Latine".

Attachées à fournir des interprétations globales, les prises de positions que l'on vient d'évoquer ont en commun le fait de mettre au coeur de l'analyse la nature (bonne ou mauvaise) des EMN, indépendamment des conditions spécifiques propres à chacune des économies d'accueil. En l'estimant "bonne", les économies nationales qui aspirent à se développer n'ont qu'à faciliter la pénétration des EMN. Si au contraire le jugement est inverse, il s'agira naturellement de leur fermer les portes.

La recherche que nous proposons assume un tout autre point de vue : comme n'importe quelle autre entreprise, les EMN sont soumises aux lois du système où elles se développent. Il est donc absurde d'établir une dichotomie entre son comportement et les contraintes globales auxquelles elles sont soumises <sup>(1)</sup>.

Bien qu'encore largement insuffisante, la recherche empirique sur le rôle des EMN en Amérique Latine, suggère la nécessité d'une approche faisant la place qui est la sienne aux processus internes de régulation. Telle est une des principales conclusions qui se dégagent, par exemple, de l'étude sur le comportement des EMN dans l'industrie mexicaine entreprise par F. FAJNZYLBER et T. MARTINEZ <sup>(2)</sup>. On trouvera par ailleurs nombre d'arguments confirmant la légitimité de cette approche dans le récent travail de B. LIETAER "L'Amérique Latine et l'Europe, demain : le rôle des Multinationales Européennes dans les années 1980" <sup>(3)</sup>.

D'une part, le caractère extrêmement idéologique du débat sur le rôle des EMN, d'autre part, l'importance qu'elles ont atteinte en tant que vecteurs du processus d'internationalisation de la production et du capital, constituent les raisons majeures justifiant la nécessité de la recherche proposée.

---

(1) Ch. A. MICHALET, "Le capitalisme mondial", Presse Universitaire de France, 1976, p. 224.

(2) "Las Empresas Transnacionales : Expansion a Nivel Mundial y Proyeccion en la Industria Mexicana", F.C.E., Mexique, 1976.

(3) Presse Universitaire de France et Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales (CEEIM), Paris, 1979.

A leur tour, celles-ci conditionnent l'orientation générale de la démarche qu'il convient de mener à bien. Il s'agit en effet d'une étude à partir d'une base essentiellement empirique, capable de mettre en rapport la microéconomie des EMN avec la logique d'ensemble du fonctionnement économique dans des formations sociales bien déterminées. Autrement dit, il s'agit d'interpréter les résultats obtenus au niveau de l'enquête sur les EMN dans le cadre plus large de la modalité précise de régulation en oeuvre dans les économies considérées.

Dès lors, notre hypothèse de base peut être énoncée dans les termes suivants :

{ Le rôle plus ou moins progressif des EMN à l'intérieur d'une formation donnée est fonction des caractéristiques particulières des économies d'accueil, au premier rang desquelles : la taille relative du marché, la modalité précise d'articulation à l'économie mondiale, l'importance du capital national pré-existant, la norme établie de répartition des revenus et la politique de l'Etat à l'égard de ces entreprises.

#### IV - CHAMP D'ANALYSE

Le champ d'analyse sera constitué par les économies brésilienne, chilienne et vénézuélienne dans la période allant des années 1960 jusqu'à nos jours.

Ces trois pays figurent parmi ceux dont le poids est le plus important pour le continent sud-américain. D'ailleurs la confrontation de leurs évolutions revêt le plus grand intérêt, étant donné leur caractère largement divergent.

En effet, le Brésil a eu, au cours de la dernière décennie, le rythme de croissance le plus élevé du continent, son produit réel par tête faisant plus que doubler. Par contre, en 1977 le produit réel par tête du Chili était exactement le même que celui de 1967.

Dans le champ empirique défini, le Brésil représente donc la croissance tandis que le Chili reflète la stagnation.

Le Vénézuéla constitue un cas dont la singularité est évidente. Les revenus pétroliers, très importants et ayant triplé depuis 1974, confèrent à son commerce extérieur des caractéristiques tout-à-fait particulières vis-à-vis des autres pays du continent. La détérioration des termes de l'échange est habituellement présentée comme un des obstacles majeurs à la croissance des pays sous-développés. L'incorporation, dans le champ de la recherche d'une économie libérée de cette contrainte offre, en effet, la possibilité de mettre directement en évidence le rôle des déterminations endogènes aux procès internes d'accumulation.

Aux arguments précédents on peut ajouter une série de raisons justifiant ce choix empirique.

Du point de vue des politiques économiques pratiquées, le Chili est très vraisemblablement le pays du monde qui, dans une courte période de temps, a subi l'impact des stratégies économiques les plus contrastées, voire antagonistes. La présence dans le champ d'analyse de ce "cas limite" est susceptible de révéler le rôle propre de tendances qui, dans d'autres situations, pourraient passer inaperçues ou ne pas avoir une grande importance. C'est seulement dans ce cadre qu'il est par exemple possible de mettre en évidence la signification d'une stratégie de "révolutionnarisation capitaliste" comme celle entreprise au Chili depuis 1973. Stratégie, souvent présentée de façon erronée, comme une sorte de retour à des pratiques économiques propres au XIXème siècle.

De son côté, l'étude des mécanismes qui ont permis l'élargissement du rôle international, et tout particulièrement continental, du Brésil, nous semble revêtir une signification qui va bien au-delà de la problématique latino-américaine. En effet, l'émergence d'une puissance régionale où les EMN jouent un rôle crucial constitue à terme un fait majeur sur le plan économique mondial.

Le Vénézuéla représente pour sa part un exemple frappant, juxtaposant des caractéristiques économiques propres des "étapes de développement" à la fois très arriérées et très modernes. Dans une situation déjà tout-à-fait particulière d'un modèle primaire exportateur qui semble avoir réussi on assiste, en effet, à un ensemble de processus répondant à des dynamiques, à première vue, complètement dissociées les unes des autres. L'analyse de ce cas - très peu étudié jusqu'à présent - fournit donc une référence de premier ordre à une recherche tendant à mettre en évidence la part des facteurs endogènes à l'économie.

#### V - METHODOLOGIE

Du point de vue méthodologique, l'étude proposée se déroulera suivant une démarche composée de quatre grandes étapes :

- A. Définition des échantillons d'EMN.
- B. Recueil des données empiriques concernant un nombre choisi de paramètres.
- C. Interprétation des résultats obtenus dans le cadre de la régulation en oeuvre dans chacune des économies considérées.
- D. Analyse comparative du rôle des EMN dans les trois pays.

A.- Problème délicat, la constitution des échantillons par pays devra naturellement tenir compte des caractéristiques des systèmes industriels respectifs afin de réduire au maximum la marge d'erreur due aux extrapolations difficilement évitables. En fait, ce problème se pose principalement dans le cas du Brésil, étant donné la quantité élevée d'implantations étrangères. Dans le cas du Chili et du Vénézuéla leur nombre beaucoup plus réduit doit permettre un rapprochement assez direct à la réalité.

Parmi les principaux critères devant orienter la constitution des échantillons :

- a) les EMN choisies devront couvrir le plus grand nombre de branches industrielles ;
- b) les différentes branches devront être représentées suivant leur poids spécifique dans la structure industrielle du pays ;
- c) les entreprises seront sélectionnées de façon à ce que les échantillons tiennent compte de facteurs tels que l'importance relative des implantations suivant leurs origines nationales et leurs différentes tailles.

Bien évidemment, ces critères ne constituent que des orientations générales. Les échantillons définitifs devront être soumis à un rééquilibrage suivant les possibilités d'accès à l'information nécessaire ou à d'autres difficultés pouvant être rencontrées sur le terrain.

Enfin, au cours de cette même étape, on procèdera à l'identification d'un certain nombre d'entreprises nationales dont le comportement soit susceptible d'être comparé à celui des EMN correspondantes.

B.- Dans la seconde étape, recueil de l'information empirique, nous nous intéresserons essentiellement aux types suivants de données concernant chacune des EMN des échantillons :

1.- Croissance

- valeur ajoutée
- chiffre d'affaires

2.- Balance de Paiements

- exportations
- importations
- commerce "captif" (1)
- entrées de capitaux
- sorties de capitaux
- réinvestissement de bénéfices

3.- Reproduction de la Force de Travail

- niveau d'emploi
- salaires

4.- L'accumulation et son financement

- évolution du capital social
- cash-flow
- financement provenant de sources internes

5.- Prix

- évolution des prix des principaux produits
- surfacturation

6.- Rentabilité

- bénéfices bruts
- impôts
- bénéfices nets
- rapatriement de bénéfices.

---

(1) Marchandises circulant exclusivement à travers le réseau international de l'EMN.

En utilisant un certain nombre de techniques statistiques il est possible d'agréger la masse d'information recueillie de façon à construire des indices (prix, croissance, exportations, etc.) reflétant le comportement de l'ensemble des EMN considérées dans les échantillons. Avec de tels indices, on pourra par ailleurs se livrer au calcul de toute une série de ratios susceptibles d'éclaircir un certain nombre de points de la plus grande importance (valeur ajoutée/N° d'effectifs ; valeur ajoutée/capital social ; capital/N° d'effectifs ; capital/valeur ajoutée ; valeur ajoutée de l'entreprise/valeur ajoutée de la branche, etc.). Enfin, dans les cas où l'agrégation statistique s'avère risquée, l'analyse en composantes principales peut être d'une grande utilité.

En ce qui concerne le recueil de l'information nécessaire, nous comptons faire appel à trois types de sources :

1.- Les organismes publics des pays respectifs, parmi lesquels les Départements d'Industries, les Banques Centrales et les Trésoreries Générales.

2.- Les organismes internationaux (ONU, CNUCED, OCDE, CEE, CEPAL) et Centres de recherches ayant réalisé des études sur la matière (Harvard, CEEIM-Bruxelles, CEREM-France, ILET-Mexique, CEBRAP-Brésil, CIEPLAN-Chili, CENDES-Vénézuéla).

3.- Les propres EMN concernées.

C.- Pour sa part, l'interprétation des données recueillies lors de la phase précédente suppose une double démarche empirique et analytique.

Dans un premier temps, il conviendra de mettre en rapport les indices spécifiques aux EMN (construits en "B") avec ceux correspondants :

- i) au secteur industriel en général
- ii) aux branches particulières
- iii) à des entreprises nationales pouvant être comparées avec des EMN choisies.

Ce faisant, il sera possible d'avancer un certain nombre de réponses quant au rôle plus ou moins progressif des EMN sur des plans aussi significatifs que le commerce extérieur, la progression salariale, l'accumulation, l'évolution des prix, etc.



Dans un deuxième temps, les résultats obtenus devront être placés dans le contexte plus large d'une analyse des modalités spécifiques de régulation en oeuvre dans les trois économies considérées. La forme générale d'articulation au marché international, le type de régulation salariale, la nature de l'intervention étatique et notamment sa politique à l'égard du capital étranger (Code d'Investissement) figureront parmi les principaux éléments de la démarche analytique devant conduire à une explication raisonnable du comportement des EMN.

D.- Enfin, une réflexion portant sur les enseignements de chacun des cas nationaux devra permettre de tirer les conclusions plus générales de la recherche.

## VI.- SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

Elles concernent quelques références théoriques essentielles sur les concepts de développement et sous-développement, économie mondiale, régulation, les sources statistiques nécessaires à l'étude de longue période des économies en question, enfin les études de base sur chacune des composantes définissant la modalité de régulation. Ce paragraphe est présenté à titre indicatif, il n'a donc pas un caractère exhaustif.

### 1.- Développement et sous-développement.-

BAER, W. : "La economía de Prebich y la CEPAL", Trimestre Economico, janvier-mars, 1963.

BENETTI, C. : "L'accumulation dans les pays capitalistes sous-déveppés", Antropos, 1975.

BAMBIRRA, V. : "El capitalismo dependiente latinoamericano", Siglo XXI, Mexique, 1975.

COMISION ECONOMICA PARA AMERICA LATINA (CEPAL) : "El pensamiento economico de la CEPAL", Editorial Universitaria, Santiago, 1969.

DOS SANTOS, T. : "El nuevo caracter de la dependencia" dans "América Latina: Dependencia y Sub-desarrollo", Editirial Universitaria Centroamericana, 1975.

ELLIS, H. : "El desarrollo economico y América Latina", Fondo de Cultura Economica (FCE), Mexique, 1960.

FOXLEY, A. : "Estrategias de desarrollo y modelos de planificacion", FCE, Mexique, 1975.

FRANK, A.G. : "Capitalisme et Sous-développement en Amérique Latine", Maspéro, 1972.

FRANK, A.G. : "América Latina: Subdesarrollo o Revolucion", Ediciones ERA, Mexique, 1973.

FRIEDMAN, M. : "Foreign Economic Aid, Means and Objectifs", Yale Review, été 1958.

GUZMAN, G. : "El desarrollo latinoamericano y la CEPAL", Editorial Planeta, Barcelona, 1975.

HARBERGER, A. : "Fuentes del crecimiento economico", Universidad de Chicago, SELOWSKY, M. : 1970.

- HIRCHMAN, A. : "La economía política de la industrialización a través de la sustitución de importaciones", Trimestre Económico N° 140.
- HOSELITZ, B.F. : "Social structure and economic growth", Economía Internacional, Août 1953.
- HOSELITZ, B.F. : "Social Stratification and economic development", Internationale Social Science Journal, vol. XVI, N° 2.
- HOSELITZ, B.F. : "Economic growth in Latin America", Estocolm, 1960.
- IANNI, O. : "La dependencia estructural", dans "América Latina: Dependencia y Subdesarrollo".
- JOHNSON, H. : "The theory of effective protection and preferences", Economica mai 1968.
- MARINI, R.M. : "Dialectica de la Dependencia", ERA, Mexique, 1973.
- INSTITUTO LATINOAMERICANO DE PLANIFICACION ECONOMICA Y SOCIAL (ILPES) : "Teoría, acción social y desarrollo en América Latina", Siglo XXI Mexique 1973.
- PALLOIX, C. : "Problèmes de la croissance en économie ouverte", Maspero, 1972
- PINTO, A. : "Inflación, raíces estructurales", FCE, Mexique, 1973.
- PREBICH, R. : "El desarrollo de América Latina y algunos de sus principales problemas", Boletín Económico de América Latina, vol. II, N°1.
- PREBICH, R. : "Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano", FCE, Mexique 1963.
- QUIJANO, A. , CARDOSO, F.H. : "Problemas del subdesarrollo latinoamericano", Editorial Nuestro Tiempo, Mexique 1973.
- ROSTOW, W. : "The stages of economic growth", Cambridge University Press, 1960
- SALAMA, P. : "Un procès de "sous-développement": le cas de l'Amérique Latine" Maspero, 1976.
- SILVA MICHELENA, H. : "Del subdesarrollo al socialismo" en "Problemas del subdesarrollo latinoamericano".
- STANFIELD, D.E. : "Dependency and Latin America: a workshop", Amsterdam, 1973
- STRASSMAN, P. : "La economía del desarrollo desde la perspectiva de Chicago" Revista Comercio Exterior, vol. 26, N°12, décembre, 1976.
- VINER, J. : "International trade and economic development", London, Oxford University Press, 1953.
- VUSKOVIC, P. : "Once proposiciones sobre la situación actual de América Latina"
- MARTINEZ, J. : "na", ronéotée.
- WALL, D. : "Chicago essays in economic development", The University of Chicago Press, 1972.

2.- Economie mondiale, Firmes Multinationales...

- ANDREFF, W. : "Profits et structures du capitalisme mondial", Calman-Lévy, 1976.
- BEHRMAN, J. : "Decision Criteria for Foreign Direct Investment in Latin America", Council for the Americas, New York, 1974.
- BEHRMAN, J. : "Demand for Information from Multinational Enterprises", Fund for Multinational Management Education, New York, 1976.
- BLOCK LAINE, F. : "L'entreprise et l'économie au XXè siècle", PUF, 1966.  
& PERROUX, F.
- CEEIM, Sociétés Multinationales : "Le guide CEEIM des sources d'information", CEEIM, Bruxelles, 1977.
- CEEIM : "L'opinion européenne face aux multinationales", CEEIM et Editions d'Organisation, Bruxelles, 1977.
- CEEIM, Sociétés Multinationales : "Le guide CEEIM des sources d'information", CEEIM, Bruxelles, 1978.
- CEE : "Etude sur les entreprises multinationales", CEE, Bruxelles, juillet 1976 diffusé en juillet 1977.
- CHUDNOVSKY, D. : "Empresas multinacionales y ganancias monopolicas", Siglo XXI, Buenos-Aires, 1974.
- CNUCED : "Multinational Corporations in World Development", Nations-Unies, New York, 1973.
- CNUCED : "Transnational Corporations in World Development : A Re-Examination", Nations-Unies, New York, 1978.
- CTC : "Reporter", Vol. I, N° 2.
- EMMANUEL, A. : "L'échange inégal", 1969.
- EMMANUEL, A. : "Les sociétés multinationales et le développement inégal", Rev. int. Sc. soc. Vol. XXVIII (1976) N° 4.
- FAJNZYLBER, F. : "La empresa internacional en la industrializacion de America Latina" dans "Desarrollo latinoamericano", FCE, Mejico, 1974.
- FAJNZYLBER, F. : "Las empresas transnacionales : expansion a nivel mundial y proyeccion en la industria mejicana", FCE, Mexique, 1976.
- MARTINEZ, T.
- FRANKO, L. : "The European Multinationals", Harper and Row, Londres, 1976.
- GRANELL, F. : "Las empresas multinacionales y el desarrollo", Ed. Ariel, Barcelone, 1974.
- GERMIDIS, D. : "Comparaison des contenus de différents textes et projets de codes de conduite pour les entreprises multinationales", Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales, Bruxelles, 1977.

- Groupe de Réflexion pour les Stratégies Industrielles : "La Division internationale du travail", La Documentation française, Paris, 1976.
- Groupe d'Etudes Prospectives Internationales (GEPI) : "Contribution à l'Etude des Relations d'Echanges entre les Grandes Firmes américaines et leurs filiales à l'étranger", Paris, 1973.
- HAMILTON, H. : "Invisible-empires : multinational corporations and the modern world", London, 1970.
- HEYMER, S. : "L'efficacité (contradictions) des sociétés multinationales", American Economic Association Paper, 1971.
- KATZ, J. : "Oligololio, Firms nacionales y empresas multinacionales : la industria farmaceutica argentina", Siglo XXI, Buenos Aires, 1974.
- KINDLEBERGER, Ch. et altri: "The International Corporation", The MIT Press, 1970
- LIETAER, B. : "L'Amérique Latine et l'Europe, demain : le rôle des multinationales européennes dans les années 1980", PUF-CEIM, 1979.
- MICHALET, Ch. A. : "Le capitalisme mondial", PUF, 1976.
- MORAN, T. : "Multinational Corporation and the Politics of Dependence : Copper in Chile", Princeton University Press, Princeton, N.J., 1974.
- MULLER, R. & MORGENSTERN, R.D. : "Multinational Corporations and the Balance of Payments Impact in LDC's : an Econometric Analysis of Export Pricing Behavior", Kyklos, Vol. XXVII, pp. 304-321, avril 1971.
- MURRAY, R. : "Underdevelopment, International Firms and the International Division of Labour", dans "Towards a New World Economy", Rotterdam University Press, 1973.
- NATIONS UNIES : "Groupe de Travail intergouvernemental sur le code de conduite des Nations Unies", Nations Unies, New York, 1976.
- OCDE : "Examen 1976 - Coopération pour le développement", OCDE, Paris, 1976.
- OCDE : "Investissement international et entreprises multinationales", OCDE, Paris, 21 juin 1976.
- OCDE : "Le transfert de technologie par les firmes multinationales", Vol. I, Centre de Développement de l'OCDE, Paris, 1977.
- PALLOIX, C. : "L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales", Maspero.
- PACHECO, L. : "La inversion extranjera y las corporaciones internacionales : el caso chileno", in Oscar MUNOZ, Proceso de la industrializacion chilena, CEPAL, Santiago, 1972.
- SUNKEL, O. : "Integration Capitaliste Transnationale et Désintégration Nationale en Amérique Latine".

- THARAKAN, P. : "La division internationale du travail et les entreprises multinationales", PUF/CEEIM, Bruxelles, 1978.
- URQUIDI, V. : "The Implications of Foreign Investment in Latin America", in C.Vlia, Obstacles to Change in Latin America, Oxford University Press, Cambridge, 1965.
- URQUIDI, V. et THORP, R., eds : "Latin America in the International Economy", (Proceedings of a Conference held by the International Economic Association in Mexico City, Mexico), Macmillan, Londres, 1973.
- VAITSOS, C. : "Intercountry Income Distribution and Transnational Enterprises", Clarendon Press, Oxford, 1974.
- VAUPEL, J. et CURHAN, J. : "The World's Multinational Enterprises : A Source-book of Tables", Harvard University, Boston, 1973.
- VERNON, R. : "Les entreprises multinationales", Calman-Lévy, 1973.
- ZINK, D. : "The Political Risks for Multinational Enterprises in Developing Countries : With a Case Study of Peru", Praeger, New York, 1973.

### 3.- Analyses théoriques du concept de régulation.-

- AGLIETTA, M. : "Régulation et crises du capitalisme: l'expérience des Etats-Unis", Calman-Levy, 1976.
- BENASSY, J.P., BOYER, R., GELPI, R.M.,  
LIPIETZ, A., MISTRAL, J., MUNOZ, : "APPROCHES DE L'INFLATION: l'exemple  
OMINAMI, C. français", CEPREMAP, 1976.
- DESTANNE DE BERNIS, G. : "Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général", Revue Economique, Novembre, 1975
- ERDOS, P. : "Contribution to the Theory of Capitalist Money, Business Fluctuations and Crises", Akadémiai Kiado, Budapest, 1971.

HICKS, J.R. : "Economic Foundations of Wage Policy", Economic Journal, septembre, 1955.

4.- Rapports économiques intra-régionaux.-

BITRAN, D. : "Las empresas transnacionales y las exportaciones de manufacturas de América Latina", Revista Comercio Exterior, vol.27, Juillet, 1977.

BRIONES, A. : "Crisis del Pacto Andino y opciones de desarrollo en América Latina", Mexique, 1976.

CEPAL : "El desarrollo latinoamericano y la coyuntura internacional", 1975.

HERRERA, F. : "La tarea inconclusa: América Latina integrada" dans "Politica Economica en Centro y Periferia", FCE, Mexique, 1976.

SMITH, P. : "Bolivian Oil and Brazilian Economic Nationalism", Journal of Interamerican Studies and World Affairs", avril 1971.

TIRONI, E. : "Estrategias de desarrollo e integracion: divergencias en el caso andino", Cuadernos Cieplan, n°7.

TOMASSINI, L. : "Elementos para un estudio sobre los procesos de integracion y otras formas de cooperacion en América Latina", Revista de Comercio Exterior, vol.27, février 1977.

VON DOELLINGER, C. : "Transformação da estrutura das exportações brasileiras: 1964-1970", Rio de Janeiro, 1970.

5.- Séries et statistiques de base concernant les économies du Brésil, Chili et Vénézuéla.-

a) publication périodiques des organismes officiels:

BANCO CENTRAL DE CHILE : Boletín Mensual et Memoria Anual.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: Informe Economico.

BANCO DO BRASIL : Boletín do Banco do Brasil.

CEPAL : Boletín Economico de América Latina.

- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEO- : Anuario Estatístico do Brasil.  
GRAFIA E ESTATISTICA
- INSTITUTO NACIONAL : Boletín del Instituto Nacional de Estadísticas de Chile  
DE ESTADISTICAS
- FAO : Annuaire de Production
- FMI : International Financial Statistics.
- MINISTERIO DE FOMENTO : Anuarios Estadísticos de Venezuela.
- ONU : Statistical Year Book.
- PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA (CHILE) : "Mensajes del Presidente de la Repu-  
blica al Congreso Nacional".
- PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA (VENEZUELA) : "Mensajes del Presidente de la Re-  
publica al Congreso Nacional".

b) publications non-officielles ou non-périodiques:

- CENTRO DE ESTUDIOS ESTADIS- : "Elementos para el análisis de la intervención  
TICOS Y MATEMATICOS : del Estado en la economía chilena", 1969.
- CENTRO DE DESENVOLVI- : "15 años de Política Económica no Brasil", Rio de  
MIENTO ECONOMICO : Janeiro, 1964.
- CEPAL : "Antecedentes sobre el desarrollo de la economía chilena 1925-1952",  
Editorial del Pacífico, 1954.
- CEPAL : "Boletín económico de América Latina 1949".
- CEPAL-MINISTERIO DE FOMENTO : "El desarrollo reciente de la economía vенеzo-  
lana", Caracas, 1957.
- CORPORACION DE FOMENTO DE LA PRODUCCION : "Geografía económica de Chile", 19
- DAVIS, T.E. & BALLESTEROS, M.A. : "The growth of out and employment en basic  
sectors of the chilean economy, 1908-1957  
Economic development and cultural change,  
XI, N°2, janvier 1963.
- DEPARTAMENTO INTERSIN- : "Política salarial do govêrno", Sao Paulo, 1967.  
DICAL DE ESTADISTICA
- FFRENCH-DAVIS, R. : "Políticas económicas en Chile: 1952-1970", Editorial Nu  
va Universidad, 1973.
- GORDON, L. & GROMMERS, E. : "United States manufacturing investment in Bra-  
zil: 1946-1960", Harvard University, Boston,  
1962.



MAYOBRE, J.A. : "Las inversiones extranjeras en Venezuela", Monte Avila editores, Caracas 1970.

MINISTERIO DE MINAS E HIDROCARBUROS : "Pétroleo y otros datos estadísticos", Caracas, 1974.

ONU : "Las inversiones extranjeras en América Latina", New-York, 1955.

ONU : "El financiamiento externo de América Latina", New-York, 1964.

#### 6.- Matières premières.

BALESTRINI, C. : "La industria petrolera en América Latina", Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1971.

GRAHAM, R. : "Grã-Bretanha e o inicio da modernizacao do Brasil", Sao Paulo, Brasiliense, 1973.

MEJIA, P. : : "La industria del petróleo en Venezuela", Facultad de Ciencias Economicas, UCV, Caracas, 1972.

MARTINS, C.E. : "Brasil - Estados Unidos: dos 60 aos 70", CEBRAP, N°9.

MUNOZ, O. : "Estado e industrializacion en el ciclo de expansion del salitre" CIEPLAN N°6.

PAIVA, G. : "Problematika Mineral brasileira", Digesto Econômico N°162, dicembre 1961.

REYNOLDS, C.W. : "Developments problems of an export economy: the case of Chile and Copper", Homewood, Illinois, 1965.

SIMONSEN, R. : "Aspectos da historia do café", Evolucao industrial do Brasil e outros estudos". Sao Paulo, Editora Nacional, 1973.

STEIN, S. : "Grandeza e decadencia do café", Sao Paulo, Brasiliense, 1961.

#### 7.- Développement industriel.

ALMEYDA, J. : "A implantação da industria automobilistica no Brasil", Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas, 1972.

ARAUJO, O. : "Situacion industrial de Venezuela", UCV, Caracas, 1969.

BAER, W. : "Industrialization and economic development in Brazil", Homewood, Terwin, 1965.

- BERGSMAN, J. : "Brazil: Industrialization and Trade Policies", Oxford University Press, 1970.
- BRITO, F. : "Historia economica y social de Venezuela", 2 tomes, Caracas, 197
- BUECU, M. : "Historia Economica do Brasil: pesquisas e analisis", Rio de Janeiro, APEC, 1970.
- CANDAL, A. : "A industrialização brasileira: Diagnostico e perspectivas". Ministerio de Planejamento e coordenação, Geral, 1969.
- CORFO : "Estrategia Industrial", Santiago, 1970.
- CHENERY, H.B. : "Patterns of industrial growth", American Economic Review, 1960.
- DEAN, W. : "A industrialização de Sao Paulo", Difusao europeia do livro, 1971
- FERREIRA, O. : "Fim do subdesenvolvimento", Sao Paulo, 1966.
- FURATADO, C. : "Formação econômica do Brasil", Sao Paulo, editora nacional, 11° edition, 1971.
- LAGOS, R. : "La industria en Chile: antecedentes estructurales", Instituto de Economia, Universidad de Chile.
- MAZA, D.F. : "Venezuela, una economia dependiente", UCV, Caracas, 1964.
- MUNOZ, O. : "Crecimiento industrial de Chile 1914-1965", Instituto Economia, Universidad de Chile, 1968.
- PELAEZ, C.M. : "Historia da industrialização brasileira", Rio de Janeiro, APEC 1972.
- PINTO, A. : "Chile: un caso de desarrollo frustrado", editorial universitaria 1962.
- PRADO, J.C. : "Formação do Brasil Contemporâneo", Sao Paulo, brasiliense, 1953.
- SINGER, P.I. "O "milagro brasileiro": causas e conseqüências", CEBRAP, N°6.
- TAVARES, M.C. : "Auge y declinacion del proceso de sustitucion de importaciones en Brasil", Boletin economico de América Latina, 1964.
- VILELA, N. : "A luta pela industrialização no Brasil", Sao Paulo, Difusao Europeia do livro, 1961.
- VERSIANI, F. : "A industrializacao brasileira antes de 1930: uma contribuição Belo Horizonte, 1974.

8.- Force de travail, salaires.-

- ALESSIO, N. : "Urbanização, industrialização e estrutura ocupacional", Dados N°17, 1970.
- CAMARGO, C.P. : "Composição da população brasileira", 1973, CEBRAP, N°15.
- ERICKSON, K. : "Corporatism and Labor in Development", New-York, Praeger Publishers, 1972.
- FOXLEY, A. , MUNOZ, O. : "Políticas de empleo en economías heterogéneas", Estudios CIEPLAN, N°1.
- GRAHAM, D.H. : "Migração estrangeira e a questão da oferta de mão-de-obra no crescimento econômico brasileiro", Estudos Econômicos, N°3.
- GRAHAM, D.H. , HOLANDA, S. : "Migration; regional and urban growth and development in Brazil", Sao Paulo, IPE/USP, 1971.
- HURTADO, C. : "Concentración de población y desarrollo económico", Instituto de Economía, Universidad de Chile, 1966.
- LOPEZ, R.B. : "Desenvolvimento e mudança social", Companhia editora nacional, Sao Paulo, 1968.
- MARFAN, M., MELLER, P. : "El problema del empleo en Chile: pequeña versus gran industria", Estudios CIEPLAN, N°20.
- MIGLIOLI, J. : "Como são feitas as greves no Brasil", Editora Civilização brasileira, Rio de Janeiro, 1963.
- PAEZ, J. : "Ensayo sobre demografía económica de Venezuela", Dirección General de Estadísticas, Ministerio de Fomento, Caracas, 1974.
- PEREIRA, L. : "Trabalho e Desenvolvimento no Brasil", Difusão europeia do livro, Sao Paulo, 1965.
- RODRIGUES, L. : "Conflito industrial e sindicalismo no Brasil", Difusão europeia do livro, Sao Paulo, 1966.
- SINGER, P.I. : "Dinâmica populacional e desenvolvimento", CEBRAP 1971.
- SINGER, P.I. : "Força de trabalho e emprego no Brasil 1920-1969", CEBRAP 1971.
- SINGER, P.I. : "A economia política da urbanização", CEBRAP, 1973.

9.- Concentration et mécanismes de formation des prix.-

- ACEVEDO, E., VERGARA, H. : "Algunos antecedentes sobre concentración, participación extranjera y transferencia tecnológica en la industria manufacturera de Chile", Universidad de Chile, 1970.

- BALASSA, B. : "Estructura de la Proteccion en paises en desarrollo", BID et Banque Mondiale.
- CANO, W. : "Raices da concentraçao industrial em Sao Paulo", Thèse, Universidade Estadual de Campinas", 1975.
- CEPAL : "La pequeña industria en el desarrollo latinoamericano" dans "Desarrollo industrial latinoamericano", FCE, Mexique, 1974.
- CISTERNAS, J., : "Algunas características del proceso de toma de decisiones en la gran industria: la dinámica de concentración", Universidad de Chile, 1971.
- COUTINHO, L. : "Maturity and Internationalisation of oligopoly capitalism", Thèse, Cornell University, 1974.
- EDUARDO, J. : "Industria y Concentracion Economica", siglo XXI, Argentina, 1971.
- ELLIS, H. : "Corrective inflation in Brazil", University of California Press, 1969.
- GASIC, G. : "Concentracion, entrelazamiento y desnacionalizacion en la industria manufacturera", Santiago, 1971.
- GUIMARAES, A. : "Inflaçao e monopolio no Brasil", Editora Civilizaçao Brasileira, Rio de Janeiro, 1963.
- MELLER, P. "El patron de concentracion industrial de América Latina y Europa Occidental", Notas técnicas CIEPLAN, N°5.
- RAMANADHAM, U. : "Regulation of pricing by public enterprises" International Review of Administrative Sciences, N°3, 1971.
- SUNKEL, O. "La inflacion chilena: un enfoque heterodoxo", Instituto Economía Universidad de Chile.
- SIERRA, E. "Tres ensayos de politica de estabilizacion", Editorial Universitaria, Santiago, 1969.
- VAITSOS, C. : "Transfert of Resources and Preservation of Monopoly Rents", Harvard University, avril 1970.

10.- Transfert de Technologie.

- ALMEYDA, J. : "Transferencia de tecnologia e absorçao de mao-de-obra", Pesquisa et Planejamento Econômico, III, 1973.
- BRIONES, A. "Los conglomerados transnacionales y la integracion del sistema capitalista mundial: el caso chileno", Universidad de Chile, 1971.
- CASTRO, A.B. : "7 ensaios sobre a economia brasileira", Rio de Janeiro, Forerise, 1971.

- FISHLOW, A. : "Origenes e conseqüências da substituição de importações no Brasil", Estudos Econômicos N°2.
- INSTITUTO DE PLANEJAMENTO : " A transferencia de tecnologia no desenvolvimento ECONOMICO E SOCIAL : to industrial do Brasil", IPEA.
- MERHAV, M. : "Technological Dependence, monopoly and growth", Pergamon Press, 1969.
- KATZ, J. : "Importacion de tecnologia, aprendizaje e industrializacion dependiente", Washington DC, 1972.
- LEFF, N. : "The brazilian capital goods industry, 1924-1964", Harvard University Press, 1968.
- MICHALET, CH.A. : "La transferencia internacional de tecnologia y la empresa transnacional", Revista Comercio Exterior, vol.23, juin , 1977.
- NORDHAUS, W. : "Invention, Growth and Welfare: A Theoretical Treatment of Technological Change", The M.I.T. press, 1969.
- OCDE : "Government and Technological Innovation", Paris, 1966.
- OCDE : "Government and Allocation of Resources to Science", Paris, 1966.
- PRESIDENCIA DA REPUBLICA : "Plano basico de desenvolvimento científico e tecnológico 1973-1974.
- UNESCO : "Le Rôle de la Science et de la Technologie dans le Développement Economique", NS/SPS/18, Paris 1971.

11.- Intervention de l'Etat et Gestion de la Monnaie.

- BANCO CENTRAL DE VENEZUELA : "La economia venezolana en los ultimos treinta años", Caracas, 1971.
- CALOGERAS, J.P. : "La politique monétaire du Brésil", Rio de Janeiro, Imprimerie Nationale, 1910.
- CARDOSO, F.H. : "Notas sobre Estado e Dependencia", CEBRAP N°11, 1973.
- COMISION DE ADMINISTRACION PUBLICA : "Estado, Politica Economica y Administracion Publica", Caracas, mars 1974.
- DALAND, R. : "Brazilian Planning", Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1973.
- GERCHENKRON, A. : "Economic backwardness in historical perspective", Cambridge, Harvard University Press, 1962.
- IANNI, O. : "Estado e Capitalismo", Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1965.

- REZENDE DA SILVA, F. : "A evolução das funções do govêrno e da expansao do se-  
tor publico brasileiro", Pesquisa et Planejamento E-  
conomico, Décembre 1971.
- SIMOO, A. : "Sindicato e Estado", Sao Paulo, Editora Brasiliense, 1963.
- TABARES, M.C. : "Da substituição de importações ao capital financeiro", Rio de  
Janeiro, 1972.
- TABARES, M.C. : "La intermediacion financiera en América Latina", CEPAL, 1970
- VELOZ, R. : "Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944", Impre-  
sores Unidos, Caracas.
- VIEIRA, D.T. : "A evolução do sistema monetario brasileiro", Revista de Admi-  
nistração, ano 1.
- VILLELA, A., SUZIGON, W. : "Politica do Govêrno e crescimento da economia bra-  
sileira, 1889-1945", Rio de Janeiro, IPEA/INPES,  
1973.

12.- Répartition des Revenus.-

- CEPAL : "Distribucion del ingreso en América Latina", New-York 1970, E/CN.12.  
863.
- FFRENCH-DAVIS, R. : "Mecanismos y objetivos de la distribucion de ingresos"  
FCE, Mexique, 1974.
- FISHLOW, A. : "Distribucion de ingresos por tramos en Brasil", FCE, Mexique,  
1974.
- PINTO, A., DI FILIPO, A. : "Notas sobre la estrategia de distribucion y re-  
distribucion de ingresos en América Latina", FCE  
Mexique, 1974.
- TOKMAN, V. : "Distribucion del ingreso, tecnologia y empleo en el sector in-  
dustrial de Venezuela", FCE, Méxique, 1974.
- VUSKOVIC, P. : "Distribucion del ingreso y opciones de desarrollo" dans "De-  
sarrolo latinoamericano", FCE, Méxique, 1974.
-